

OPINIONS • TRIBUNES

Tribune. Par-delà l'écume des controverses, un consensus semble se dessiner pour dire que l'alternance de surréactions de confinement lorsque la situation épidémique

« Un confinement "intelligent", adapté aux contextes locaux et moins incertain, est préférable au "stop and go" »

devient incontrôlable, et de sous-réactions quand elle semble être sous contrôle, présente des coûts sanitaires, économiques et sociaux insupportables lorsque se répète ce « stop and go ».

TRIBUNE

Alain Bauer

Professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers /CNAM

Laurent Cappelletti

Professeur de gestion au CNAM et directeur à l'Institut de socio-économie Iséor

William Dab

Professeur émérite de la Chaire Hygiène et sécurité du CNAM

Au plan sanitaire, la mortalité importante chez les malades de plus de 65 ans n'empêche pas une proportion non négligeable de personnes plus jeunes et en bonne santé d'être longuement, voir mortellement atteintes, étant donnée la diversité des effets du Covid sur les malades et les comorbidités.

Les trois professeurs Alain Bauer, Laurent Cappelletti et William Dab observent, dans une tribune au « Monde », qu'il est possible de limiter le coût sanitaire et économique du confinement par une gestion fine et mieux négociée des mesures prises

Publié aujourd'hui à 14h00 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Lire aussi |

« Il faut instaurer un dialogue scientifique entre épidémiologistes et économistes »

Par ailleurs, les coûts du « stop and go » sanitaire sont gigantesques. Les coûts « visibles » (enregistrés par les comptabilités) d'un confinement total comme au printemps 2020 se sont élevés à environ 75 milliards d'euros par mois, avec une baisse de production nationale de l'ordre d'un tiers.

Aggravation des risques psychosociologiques

Mais il faut ajouter à cela une masse potentiellement équivalente de coûts « cachés » (non enregistrés par les comptabilités au moment où ils se produisent) : report de commandes finalement annulées, sous-productivité due au manque de maîtrise du télétravail, risques psychosociologiques provoqués par l'angoisse de la situation, etc.

De même, le coût du confinement actuel, estimé à 25 milliards d'euros par mois par l'Insee, est probablement sous-évalué car il faudra y ajouter une masse de coûts cachés pouvant porter son coût total jusqu'à 50 milliards d'euros par mois. D'autant que l'incertitude du « stop and go » nuit par ricochet aux projets d'innovations, d'investissements et de formation professionnelle des entreprises, qui demandent une vision de l'avenir impossible à obtenir dans le brouillard total actuel. Il aggrave par ailleurs sévèrement les risques psychosociologiques, comme l'a rapporté Santé publique France.

III Lire aussi | [Covid-19 : « Pour sauver l'économie, il faut d'abord sauver les gens »](#)

Or un contrôle de gestion attentif de la crise sanitaire indique qu'un confinement « intelligent », c'est-à-dire ciblé, plus stable dans le temps, adapté aux contextes nationaux et locaux, bref moins incertain – tel qu'il est pratiqué par exemple au Japon, en Corée du Sud et d'une certaine façon en Allemagne – est préférable au « stop and go ».

Les conditions d'isolement facilitées par des lieux dédiés

Un tel confinement « intelligent » repose sur deux piliers : un système efficace de tester-tracer-isoler et la gestion adaptée selon les contextes des règles sanitaires à respecter (gestes barrières, déplacements, regroupements de personnes, etc.). C'est donc vers une adaptation à la française du modèle de confinement « intelligent » qu'il faudrait s'orienter pour tenir un cap soutenable tant que le virus circule et jusqu'à ce qu'une immunité stable de la population soit obtenue par vaccination ou infection.

Ainsi, le tester-tracer-isoler doit faire l'objet de choix des autorités de santé françaises pour tester massivement la population soit par des tests antigéniques – comme en Grande-Bretagne, soit par des tests PCR en « pooling » (mis en commun) – comme en Allemagne. L'éducation nationale vient d'en lancer le dispositif. Cette méthode, systématique et régulière, répétée pour être efficace, serait dix à vingt fois moins coûteuse que le confinement et produirait une mobilisation collective et positive de la population appelée à retrouver des relations sociales certes prudentes, mais nettement moins contraintes.

III Lire aussi | [« C'est le Covid-19 qui tue l'économie, bien plus que les mesures de confinement »](#)

On dispose aujourd'hui d'un dispositif de traçage rétrospectif comme au Japon – qui consiste à rechercher prioritairement les contaminateurs des personnes infectées – et d'un outil de consolidation par le traçage prospectif des cas contacts des personnes contaminés. On peut même allier les deux méthodes (rétroactif/prospectif). Les conditions d'isolement des personnes contaminées peuvent être facilitées par l'utilisation de lieux dédiés hors domicile familial (hôpitaux,

hôtels, etc.), comme en Corée du Sud ou en Allemagne.

Une pédagogie de l'incertitude et de la règle est indispensable

La France doit faire aujourd'hui des choix techniques et politiques sur les règles sanitaires. Les pays qui présentent une discipline sanitaire satisfaisante ont su mieux faire accepter et respecter des règles nouvelles en orchestrant leur présentation, en arbitrant les conflits qu'elles engendrent, en négociant leur mise en œuvre et en favorisant une éthique de respect – un processus conceptualisé par les chercheurs en gestion Henri Savall et Véronique Zardet (2005) sous le nom d'orchestration-arbitrage-négociation-éthique (OANE), ou encore par le chercheur américain David M. Boje, spécialiste de l'éthique de la décision.

Il revient à l'Etat d'expliquer avec clarté les règles définies, de nommer les conflits de règles entre les parties prenantes concernées (songeons par exemple aux conflits sur les règles distinguant produits essentiels et non essentiels...), tout en cherchant à équilibrer la maîtrise des risques sanitaires avec les conditions de survie économique. Une pédagogie de l'incertitude et de la règle – une éthique de la règle pourrait-on dire – est indispensable, qui justifierait la fermeté des mesures de sanctions en cas de non-respect.

 **Lire aussi** | [Covid-19 : « Qui vacciner en priorité ? Selon quels critères ? Comment hiérarchiser tout cela ? »](#)

Certes, aucune solution parfaite n'existe a priori. Néanmoins, même si nos ressources en santé publique sur le terrain restent insuffisantes, nous disposons en France des outils, des moyens, des tests et de l'expérience collective pour suivre une telle stratégie. Pour la première fois peut-être, nous avons l'opportunité de ne pas subir cette crise et d'en sortir collectivement plus forts en sauvant des vies et en préservant mieux l'économie. Si l'on agit vite et fort.

Alain Bauer (Professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers /CNAM), **Laurent Cappelletti** (Professeur de gestion au CNAM et directeur à l'Institut de socio-économie Iséor) et **William Dab** (Professeur émérite de la Chaire Hygiène et sécurité du CNAM)